



**RAPPORT
ANNUEL
2022**



Artisane de la réserve de Salinas
et Aguada Grande, Pérou

SOMMAIRE

Instances	4	Comment emp'ACT contribue aux ODD	25
Mot du Comité	6	Compte de résultat de l'exercice 2022	26
Vie associative	9	Bilan au 31 décembre 2022	28
Genève Tiers-Monde devient emp'ACT	12	Annexe 1 : tableau de variation des fonds affectés aux projets en 2022	29
Stratégie institutionnelle 2022-2026	13	Annexe 2 : financements reçus pour les projets en 2022	30
Droits et empowerment des femmes	16	Remerciements	31
Justice environnementale et accès à l'eau	19		
Souveraineté alimentaire et énergétique	22		

INSTANCES

Comité

Présidente :

Claudia Wyrsh

Membres :

Matteo Cavadini (jusqu'au 28.06.22),
Laurence Gaubert-Henry, Isabelle Lutz
(jusqu'au 28.06.22), Blanca Murcia
Forero (dès le 28.06.22), Dalia Pacheco,
et Delphine Stalder (Vice-présidente).

Vérificateurs·trices aux comptes

Internes :

Maria Opazo et Robert Dupertuis

Externe :

Fiduciaire Warrin et Chatton S.A.

GT Projets

Laurence Gaubert-Henry
(Coordinatrice), Tomas Anania, Monica
Cavadini, Alyssia Piguët, Maya Schaerer
et Claudia Wyrsh.

GT Communication

Dalia Pacheco (Coordinatrice), Blanca
Murcia Forero et Delphine Stalder.

GT 40 ans

Dalia Pacheco (Coordinatrice), Amélie
Ardaya, Monica Cavadini, Henri Mégroz,
Maria Opazo et Claudia Wyrsh.

Secrétariat

Alejandro Mackinnon (Secrétaire
général), Sandra Ernesto (Chargée
de projets de coopération), Ursula
Koch (Secrétaire comptable) et
Véronique Vincent Samson (Chargée
de communication et de recherche de
fonds). En mission temporaire :
Ingrid Rojas et Darlynnette Rüttimann.
En stage : Carine Girard (à Arequipa),
Laura Matringe et Mariana Ramos.

MOT DU COMITÉ

L'ensemble du Comité est heureux de vous présenter le rapport annuel 2022 qui inaugure le nouveau nom de notre association « emp'ACT » après près de 40 années à militer pour un monde plus solidaire et égalitaire en Suisse tout comme en Afrique et en Amérique latine. A travers ce changement de nom qui s'inscrit dans « l'empowerment » et « l'action », nous avons voulu mettre en avant le pouvoir-dire et le pouvoir-agir des sociétés qui luttent pour leurs droits afin de construire un monde plus juste, inclusif et solidaire.

Nous tenons à remercier ici toutes les personnes qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à ce processus ! Ce changement de nom n'aurait pas pu avoir lieu sans le soutien inconditionnel de nos membres et sympathisants dont la validation et les retours extrêmement positifs lors de notre Assemblée générale 2022 nous ont particulièrement touché-e-s.

Notre association est dans une dynamique positive, plus que jamais tournée vers la mise en œuvre participative de solutions pour les projets qu'elle soutient. Depuis plusieurs années, les finances se sont assainies, nous permettant de contribuer aux projets avec une partie de fonds propres. L'année 2022 se termine sur une très bonne note.

Cependant, malgré tous nos efforts et les besoins de nombreuses populations toujours immenses, nous constatons à la fois une diminution drastique des dons individuels en faveur du développement, la fin de l'appui de la coopération suisse au développement d'ici 2024 aux pays d'Amérique latine, et des coupes budgétaires importantes qui mettent à mal la coopération internationale suisse dans son ensemble. Alliance Sud parle même de « mise à genou catastrophique de la coopération internationale »¹.



1. Communiqué de presse, 10 mars 2023, Alliance Sud: « Mise à genou catastrophique de la coopération internationale »
2. Communiqué de presse du 12 avril 2023 de Alliance Sud: « Un franc sur quatre reste en Suisse »
3. OCDE et Alliance Sud.



Chaque moment est une opportunité d'organisation, chaque personne est une militante potentielle, chaque minute est une chance de changer le monde.

Dolores Huerta, défenseuse des Droits Civiques aux États-Unis



« Un franc sur quatre dédié à la coopération reste en Suisse » toujours selon Alliance Sud!² L'aide publique suisse au développement est passée de 0.5% à 0.56%³ du Revenu National Brut (RNB). Il s'agit cependant d'une fausse augmentation, car ces montants incluent les coûts liés à l'asile, frais qui ont explosé avec la crise ukrainienne. Selon l'OCDE, en retirant ces coûts, la contribution suisse à sa politique de développement diminue de facto de 0.45% à 0.40% du RNB. Nous sommes loin du 0.7% du RNB afin de réduire la pauvreté et lutter contre les inégalités dans le Sud global.

Alors que le secteur de la coopération internationale fait actuellement face à de nombreux défis, il est plus que jamais nécessaire de renforcer la solidarité. La sécurité n'est possible que si les besoins fondamentaux des personnes sont respectés. Les conséquences du réchauffement climatique, l'accroissement du nombre de crises et de leur sévérité, la démographie galopante, l'augmentation des inégalités et de la vulnérabilité à l'échelle mondiale, la recrudescence de la souveraineté des États, l'inflation et les crises prolongées dans des contextes de

conflits mettent à mal les pratiques et modèles conventionnels de l'aide. Alors que la solidarité internationale est sous le feu des critiques, emp'ACT continue de renforcer ses partenariats locaux pour que la coopération se développe de façon égalitaire et complémentaire.

Mais avec moins de fonds disponibles et moins d'intérêt de la part du grand public, l'acte solidaire perd malheureusement de son impact...

VIE ASSOCIATIVE

Une vie associative exceptionnelle

La transformation institutionnelle a été possible grâce à une dynamique associative exceptionnelle : deux Assemblées générales, un nouveau nom, une nouvelle identité visuelle, un nouveau site web, des statuts revisités, une gouvernance horizontale, une nouvelle stratégie institutionnelle ne sont que la partie visible de l'iceberg.

L'Assemblée générale ordinaire, en juin 2022, a validé la nouvelle identité proposée par le Comité. Ensuite, lors d'une Assemblée générale extraordinaire en octobre 2022, les membres ont validé les nouveaux statuts et formalisé le changement de nom, clôturant ainsi un riche processus. GeTM est devenue emp'ACT!

Cette volonté de modernisation s'est également reflétée lors des différents chantiers menés par le Comité, tels que la révision de la gouvernance et de la communication interne. Le Comité s'est réuni une dizaine de fois pour traiter des questions institutionnelles, notamment celles qui concernent la nouvelle identité et la stratégie 2022-26, mais aussi la gouvernance horizontale. Le Comité s'est renouvelé partiellement et a développé une stratégie pour s'élargir en 2023.

La stratégie institutionnelle 2022-26 traduit concrètement cet esprit d'ouverture et de renouveau, en incorporant un nouveau pays et en adaptant les thèmes d'intervention pour être en phase avec l'évolution des enjeux planétaires et sociétaux. Elle est le fruit de longues et riches séances du groupe de travail « Projets » en harmonieuse collaboration avec le secrétariat et les partenaires locaux.

En matière de communication, la concrétisation du changement de nom, l'identité visuelle, la mise en ligne du nouveau site web, le relancement du « Trait d'Union », la création d'une e-newsletter ou encore le recentrage de la stratégie de communication ont été possibles grâce à une étroite collaboration entre le secrétariat et les membres du groupe « Communication ».

Vers la fin de l'année, un nouveau groupe de travail a vu le jour pour réfléchir à la célébration des 40 ans de notre association qui aura lieu au printemps 2024.

Le secrétariat n'a pas échappé à cette mouvance, avec l'engagement d'une chargée de projets et d'une chargée de communication et de recherche de fonds. La petite équipe a été épaulée par deux professionnelles en mission temporaire et deux stagiaires qui ont su apporter leurs compétences et leurs savoir-faire. Cela a été possible grâce à nos partenariats avec les programmes PPE+ (APRES-Genève) et SYNI de la Ville de Lausanne, les EPI (Établissements pour l'insertion professionnelle) et l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Par ailleurs, notre partenaire DESCOSUR au Pérou a accueilli une étudiante du Master en Sciences de l'Éducation et Formation d'Adultes (UNIGE).

En toile de fond, nos 10 projets en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest ont évolué au rythme d'échanges, négociations, rédactions de dossiers et de rapports. Cette année, les projets se sont déroulés dans un contexte de retour à la normalité. Les crises sont derrière, mais leurs séquelles et conséquences sont souvent là, invisibles, profondes. Les procédures se sont alourdies, les engagements (notamment financiers) des autorités locales n'ont pas toujours été respectés, les démarches s'éternisent et les projets en pâtissent. Plusieurs projets ont été prolongés de quelques mois pour atteindre les objectifs escomptés, ce qui a impliqué une surcharge administrative importante.

Nous avons participé régulièrement aux séances de la Plateforme Souveraineté alimentaire de la FGC, ce qui nous a permis d'échanger nos pratiques dans un cadre convivial et professionnel, et de mettre en lien nos partenaires togolais avec d'autres organisations de terrain travaillant sur des objectifs semblables.

Fête de la Musique 2022



Notre présence dans la cité

Après une pause de deux ans, c'est avec un grand plaisir que nous avons retrouvé une ambiance festive avec nos bénévoles lors de notre traditionnel stand à la Fête de la Musique. En cohérence avec nos valeurs, nous avons apprécié et suivi les consignes de la Ville de Genève, en privilégiant les produits locaux et les plats végétariens. Nous avons récolté Frs 15'746 au bénéfice de notre projet « Femmes qui tissent des liens de dignité et de paix », en Colombie.

En partenariat avec le Festival « Filmar en América latina » et la Commune de Plan-les-Ouates, nous avons présenté le film « Cantos que inundan el río » (de Germán Arango Rendón), qui traite de la violence politique en Colombie. Notre place dans ce festival se consolide : cette année, pour la première fois, nous avons remis le prix FOCUS SUD, en partenariat avec la FGC et Traditions pour Demain.



Discussion avec le réalisateur du film « Cantos que inundan el río » à Plan-les-Ouates

La gestion communautaire de l'eau potable a été le thème de l'émission Esprit solidaire de janvier 2022, consacrée à l'action de nos partenaires colombiens Penca de Sábila et Enda, et réalisée en partenariat avec la FGC et Léman Bleu.

A l'automne, nous avons facilité le plaidoyer de nos deux partenaires colombiens auprès du Conseil des Droits de l'Homme à Genève. A cette occasion, ils ont pu collaborer étroitement avec le bureau du Rapporteur spécial du droit à l'eau concernant la déclaration officielle qui a été ensuite présentée au Sommet mondial sur l'eau à New York en mars 2023.

Et encore l'eau ! La Ville de Carouge a retenu le projet « Mujeres del agua » au Pérou en tant que projet phare pour les

cinq prochaines années. En plus d'un important financement, la Ville tient à mettre en valeur le projet lors des manifestations et auprès des institutions carougeoises. Ce projet a également été valorisé par l'Effet Papillon, traiteur philanthropique, qui a développé un concept qui lie la gastronomie et des actions de développement.

Nous sommes restés toujours actifs sur les réseaux sociaux, notamment LinkedIn, Facebook, Instagram et Twitter. En matière de plaidoyer, nous avons soutenu et relayé les campagnes d'Alliance Sud sur le financement de la solidarité internationale, ainsi que celles de la Coalition pour des multinationales responsables.

g^e emp' devient ACT

Réunis en Assemblée générale en juin et en octobre 2022, les membres de Genève Tiers-Monde ont accepté de modifier les statuts de l'association pour la rebaptiser « emp'ACT ».

Ce nouveau nom provient de la contraction entre « empowerment » qui exprime le pouvoir d'agir des individus, collectivités et organisations sur leur environnement social, économique, politique ou écologique - fil conducteur de nos projets depuis 20 ans, et « action » qui représente la finalité et l'impact de nos projets dont le but est l'autonomie des personnes sur le terrain, qui initient les solutions nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Facile à prononcer, ce nom évoque également les valeurs que nous mettons en avant dans nos projets : impact, empathie, mouvement, force, détermination et réussite. Les couleurs du nouveau logo, semblables à celles des armoiries de Genève, son positionnement sur deux lignes, ainsi que la typographie sont similaires à l'ancien, ce qui permet un lien visuel continu.

Le nom emp'ACT inscrit notre association dans la modernité, tout en mettant en valeur nos origines ; les mots « empowerment » et « action » symbolisent l'identité pionnière, militante et politique de notre association, sa mission d'accompagner des

initiatives citoyennes pour améliorer les conditions de vie des communautés, et ses valeurs de solidarité, réciprocité, justice environnementale, égalité des genres, engagement citoyen, et inclusion sociale.

emp'ACT, pris seul, sort du cadre solidaire de la coopération. C'est pourquoi le slogan qui l'accompagne : « initiatives solidaires et durables » porte les valeurs de solidarité internationale et de développement durable chères à notre association.



STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE 2022-2026

L'année 2022 a été synonyme de transformation. Suite à des enquêtes menées auprès de nos partenaires, de personnalités politiques et de nos membres, notre association a pu évaluer « son ADN » afin de proposer un changement de nom en cohérence avec ses valeurs. Cela se concrétise par une nouvelle stratégie d'actions qui met en avant l'empowerment des populations concernées par les projets, tout en soutenant des initiatives concrètes en partenariat avec des acteurs locaux.



Nous sommes convaincus qu'un monde durable, inclusif et plus équitable est possible. Pour y arriver, nous concentrons l'ensemble de nos efforts au développement du pouvoir d'agir des personnes et des communautés que nous soutenons. Pour participer à la conduite des changements sociaux et sociétaux, nous souhaitons devenir un véritable catalyseur d'initiatives citoyennes.

La nouvelle stratégie se développe dans un contexte marqué par des enjeux internationaux et des défis sociétaux et environnementaux :

- Les séquelles d'une pandémie qui a creusé les inégalités, augmenté la précarité, explosé la violence domestique et bafoué les droits les plus élémentaires.
- Des luttes sociales poussées par des mouvements tels que #MeToo et Black Lives Matter, qui ont ouvert la parole sur des sujets peu abordés et/ou ignorés et qui témoignent de l'aspiration générale à repenser les rapports entre les sexes et entre les différents groupes sociaux afin de s'attaquer aux divers statuts de domination.
- Une crise des institutions démocratiques et une perte de légitimité des autorités qui nous pousse à réfléchir avec nos partenaires au renforcement d'une citoyenneté responsable et à la création d'espaces légitimes de démocratie participative.

Les actions soutenues se concentrent sur trois axes thématiques :

- **La justice environnementale et l'accès à l'eau** dans le but d'appuyer et de renforcer la participation de la population locale à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement, dans un contexte de changement climatique.
- **Les droits et l'empowerment des femmes** en mettant fin à toutes les formes de discriminations à leur égard, en adoptant des politiques et des dispositions législatives en faveur de la promotion de l'égalité des sexes.
- **La souveraineté alimentaire et énergétique** en assurant la viabilité des systèmes de production alimentaire et la mise en œuvre de pratiques agricoles résilientes.

Les projets soutenus par notre association répondent à ces thématiques, aux ODD, aux initiatives locales ou à un besoin exprimé par les populations locales. Pour la période 2022-2026, nous nous concentrons sur la Colombie, le Pérou, le Togo ainsi que le Cameroun qui succède au Bénin suite à notre désengagement progressif du pays.

emp'ACT prévoit de renforcer sa communication afin de maintenir et développer un climat de compréhension et de confiance auprès de ses publics, en informant sur ses activités et les projets qu'elle mène à l'interne comme à l'externe. Outre le changement de nom et d'identité visuelle, cette modernisation s'exercera par l'harmonisation de la communication institutionnelle et la captation de nouveaux publics, membres et bailleurs. emp'ACT tient également à plaider et sensibiliser sur les politiques de solidarité en fonctions des thématiques retenues.

Last but not least, par la capitalisation, emp'ACT veut transformer en savoir partageable un ensemble de données, d'informations et de connaissances concernant plusieurs expériences afin de créer des nouveaux savoirs. Nous cherchons par là à constituer un capital à partir des connaissances disponibles et le partager auprès d'autres partenaires ou acteurs-trices. La capitalisation nous permet alors d'apprendre, mais aussi de confronter nos idées et opinions à celles d'autres acteurs-trices ou organisations. D'ici 2026, nous capitaliserons nos expériences en matière d'influence des politiques publiques et de gestion communautaire de l'eau potable.

DROITS ET EMPOWERMENT DES FEMMES

Pérou Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive et égalitaire

| TERMINÉ | 2019-2022 | avec Desco Ciudadano

La façon dont une ville est conçue et construite a de nombreuses conséquences sur la vie quotidienne des femmes, des adolescentes et des jeunes filles. D'où l'importance de combler le fossé entre le genre et le droit à la ville (droit de non-exclusion aux bénéfices et opportunités de la vie urbaine). Dans ce but, les associations sociales de femmes de la région métropolitaine de Lima ont élaboré l'Agenda Citoyen des femmes, un instrument de

plaidoyer et de défense des droits des femmes. Ce processus a permis aux femmes de participer pleinement et effectivement à la prise de décisions territoriales afin d'éliminer certaines formes de discrimination et de violence à leur rencontre et à l'encontre d'autres minorités. Leur participation citoyenne s'est accrue. L'approche de genre a été intégrée et institutionnalisée dans l'étude des projets présentés dans le cadre des budgets participatifs municipaux. La formation « Femmes pour le droit à la ville et au territoire » a permis de créer des outils de communication et de sensibilisation aux droits fondamentaux des femmes.

Par ailleurs, à l'occasion des élections municipales, les leaders de l'Agenda Citoyen ont entamé des dialogues avec les candidat·e·s au conseil municipal de Lima et au Congrès de la République. Deux initiatives d'ordonnance municipale, ainsi qu'une loi contre le harcèlement politique ont été approuvées par la municipalité de Lima.



Formulation de propositions pour l'Agenda Citoyen, Pérou

Pérou Ciudad Mujer II : Femmes organisées pour une ville inclusive et égalitaire

| NOUVEAU | 2022-2025 | avec Desco Ciudadano

La crise économique, la violence, la pauvreté et le travail des enfants pendant et après la pandémie de COVID-19 ont accentué la vulnérabilité des droits des femmes. L'écart entre les sexes s'est creusé, les politiques déjà fragiles visant l'égalité de genre se sont affaiblies et la lutte contre la violence à l'égard des femmes a connu un recul important, augmentant le sentiment d'insécurité parmi ces dernières, notamment dans l'espace public.

Cette nouvelle phase du projet vient consolider l'engagement actif des associations sociales de femmes de Lima dans les processus de démocratie participative. Ainsi, les propositions soumises dans le cadre de l'Agenda Citoyen influencent progressivement les politiques publiques. Inclusives et durables, elles visent l'amélioration du statut de la femme et, par extension, celle de la population en général. En revendiquant la sécurité et la préservation des quartiers, la justice environnementale et le droit à la culture, aux loisirs et à l'espace public pour les femmes et les adolescentes, c'est le droit à la ville qu'elles défendent, un droit de tou-te-s les citoyen-ne-s.

Pérou Empowerment des filles et des adolescentes pour la restitution et la promotion de leurs droits

| EN COURS | 2022-2024 | avec Cesip

L'augmentation de la violence sexiste et de l'exploitation domestique à l'encontre des filles et adolescentes est une des séquelles invisibles de la pandémie. Face à la pauvreté, elles doivent travailler, accumulant un emploi domestique, l'école et les tâches ménagères au sein de leur famille, ce qui favorise l'abandon scolaire. De même, la suspension des cours en présentiel et la difficulté de connexion et d'accessibilité à internet ont profondément affecté le système éducatif, ce qui a empêché nombre d'entre elles à poursuivre leurs cours.

Mis en œuvre dans les régions de Lima (San Juan de Lurigancho) et de Cusco (San Sebastian et Caicay), le projet contribue à la restitution des droits des filles et des adolescentes, bafoués pendant et après la pandémie.

Les activités menées ont permis de réinsérer les étudiantes déscolarisées et de prévenir le risque d'abandon scolaire grâce à une éducation inclusive et équitable et ont rendu possible une prise de conscience éclairée sur l'inégalité entre les sexes, ainsi que la reconnaissance et le respect des droits des filles et adolescentes par leur entourage, notamment par les parents. Ces derniers ont renforcé leur capacité à protéger et à écouter leurs enfants, en intégrant l'égalité et le respect dans les situations de la vie quotidienne.

Colombie Les femmes tissent des routes de dignité et de paix à Antioquia

| NOUVEAU | 2022-2025 | avec Vamos Mujer

La société colombienne, profondément patriarcale, est le théâtre de violences et de légitimation de pratiques discriminatoires et dégradantes envers les femmes. Les féminicides, les violences sexuelles ou les violences domestiques sont une réalité quotidienne, souvent banalisée. De plus, le contexte historique du conflit armé en Colombie joue un rôle dans la perpétration de cette violence, le corps de la femme étant vu comme un « butin de guerre ». Sur le plan économique, les femmes se voient attribuer des tâches informelles et souvent précaires. A tout cela, s'ajoute la charge du travail de « care », qui a augmenté de 82 % pendant le confinement. En politique, le fossé entre la représentation des femmes et des hommes continue de se creuser, avec la stigmatisation, les meurtres et d'autres formes de violences politiques contre les dirigeantes sociales et les défenseur-e-s des droits humains.

Ce projet est le fruit du travail de réflexion de réseaux de femmes issues des communautés populaires, urbaines et rurales du département d'Antioquia pour lutter contre les inégalités, notamment en matière d'autonomie économique, d'éducation, de santé et de droits sexuels, reproductifs et non reproductifs, de participation politique et de violences de genre. Il s'agit de faire valoir les droits des femmes en tant que droits humains, en renforçant leur empowerment par des stratégies de développement des capacités, des compétences et de leadership



Atelier pour une vie sans violence

afin qu'elles soient reconnues comme sujets de droits. Dans le cadre de leurs plaidoyers, les femmes défendent le droit à une vie exempte de toute forme de violence et plaident en faveur de l'inclusion de ces questions dans les agendas publics et politiques des municipalités.

Il s'agit également de créer des circuits économiques solidaires et durables et de soutenir les professionnel-le-s et les organisations de prise en charge des femmes victimes de violence.

Le nom du projet a été inspiré par le concept de « tisser », comme une représentation d'entrelacer, unir, soutenir, construire, créer et cocréer. Les femmes d'Antioquia tisseront donc ensemble une nouvelle route pour la reconnaissance de leurs droits humains.

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET ACCÈS À L'EAU

Pérou Mujeres del agua : Reconnaissance du rôle des femmes hautes-andines dans la gestion des ressources hydriques

| EN COURS | 2022-2024 | avec Descosur

Victimes d'une discrimination systémique en dépit du rôle qu'elles jouent dans la protection des ressources naturelles et la gestion de l'approvisionnement en eau pour la région d'Arequipa, les femmes hautes-andines de la Réserve Nationale de Salinas y Aguada Blanca ne bénéficient pas de la reconnaissance de leurs communautés ni des institutions publiques. C'est pourquoi le projet promeut leur empowerment en tant que gardiennes reconnues des ressources d'eau. Ces femmes rurales, possédant un faible niveau de scolarisation, ont gagné en autonomie. Elles sont devenues les interlocutrices privilégiées des instances gouvernementales, et les porte-parole pour la défense des droits à l'eau de leurs communautés lors de nombreux événements publics régionaux, nationaux et internationaux. Le projet vise aussi à créer des mécanismes

de rétributions financières (taxes prélevées sur le litre d'eau) pour améliorer la situation des populations autochtones. De ce fait, la signature du premier accord tripartite avec les institutions régionales concernées a permis la construction d'un premier réservoir d'eau dans la Réserve. Il a été inauguré en octobre 2022.

Le projet met également en place une éducation environnementale et interculturelle dans les écoles de la région, avec un accent sur la gestion de l'eau. Un partenariat établi avec les instances éducatives a permis de créer un laboratoire d'apprentissage devenu l'entité de référence garantissant la pérennité des actions de promotion du développement durable dans le cadre de l'enseignement scolaire.

Colombie La gestion communautaire garante d'un accès durable à l'eau potable

| EN COURS | 2021-2024 | avec Endacol

En Colombie, dans les zones délaissées par l'État, l'accès équitable et durable à l'eau n'est garanti que par la gestion communautaire. Mais cette gestion est complexe et instable à cause des crises sociales, politiques et économiques successives qui ont traversé le pays. Le manque de visibilité et de reconnaissance des associations communautaires constitue toujours le point faible dans la gestion de l'eau.

Le projet vient renforcer les liens entre les différents comités de gestion. Le réseau communautaire gagne en visibilité et légitimité. Le suivi environnemental des sources et de la qualité de l'eau s'améliore. La protection des sources d'eau repose sur la collecte d'informations propres à chaque région cible et sur le suivi environnemental de chaque écosystème. Grâce à un accompagnement juridique adapté et à une participation à différents niveaux, les autorités publiques ont reconnu l'importance et l'urgence des questions environnementales. Les communautés ont pu bénéficier d'une meilleure représentation. La gestion durable des sources et des systèmes d'approvisionnement deviennent progressivement indissociables du droit humain à l'eau.



Colombie Reconnaissance institutionnelle de la gestion communautaire de l'eau

| EN COURS | 2021-2024 | avec Penca de Sábila

Penca de Sábila met son expertise juridique au service des 108 comités de gestion communautaire de l'eau du Réseau National des Aqueducs Communautaires (RNAC), dans le cadre de leur action en faveur de la réforme de la réglementation nationale pour la reconnaissance de la gestion communautaire de l'eau et pour la garantie de l'accès à l'eau en tant que droit fondamental. En ce sens, Penca a notamment soutenu les comités dans des litiges avec les propriétaires privés pour l'accès à l'eau, dans le cadre des droits de pétition ou de contestation des décisions de tutelle, et en apportant un accompagnement aux procédures réglementaires et institutionnelles : tarifs, concessions d'eau, rapports aux organismes de contrôle, exigences et réglementations fiscales.

En décembre 2022, le RNAC a déposé au Sénat un projet de loi qui garantit des mécanismes de protection du droit à la gestion communautaire de l'eau et à la protection de l'environnement. Cette démarche marque une avancée dans la stratégie de plaidoyer et de dialogue avec le nouveau gouvernement national qui se montre favorable à la nécessité d'ajuster et de réformer les politiques en incluant une approche des droits de l'homme et des droits sociaux.

En matière de plaidoyer, Penca a participé à la Plateforme des Accords publics-communautaires des Amériques et à la rédaction du rapport « Droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement pour les personnes vivant dans des zones rurales défavorisées ». Ce rapport a été présenté par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement au Sommet mondial sur l'eau de l'ONU à New York. Selon M. Arrojo, « les aqueducs communautaires sont riches d'enseignements pour une gouvernance démocratique de l'eau fondée sur une approche des droits de l'homme qui garantit la participation, la transparence et la responsabilité. »

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

Togo Entrepreneuriat agricole durable porteur de développement économique local

| EN COURS | 2022-2025 | avec MVCP

La Mission des Volontaires Contre la Pauvreté (MVCP) soutient le développement économique local de 14 villages à travers la promotion d'une agriculture durable autour de filières agricoles innovantes telles que le soja biologique, le riz, le cacao bio en agroforesterie et l'aviculture, selon une approche entrepreneuriale. Le but est de former des entrepreneur-e-s agricoles, notamment des jeunes et des femmes, organisé-e-s en coopératives de production, transformation et commercialisation, renforçant ainsi les chaînes de valeur.

A ce stade, les 5 coopératives agricoles créées lors de la phase précédente sont opérationnelles et contribuent fortement à améliorer le cadre de vie des coopérateurs-trices et des villages.

Les nouvelles coopératives de producteurs-trices ont démarré leurs activités avec des résultats concrets : la pépinière fournit déjà les villages aux alentours ; deux entrepreneur-e-s ont aménagé des couveuses, font l'élevage de poussins et approvisionnent ensuite les éleveur-e-s.

Le projet privilégie la place des femmes dans les coopératives : des ateliers sur le leadership, la prise de parole en public, l'organisation et la planification, permettent aux femmes de développer de nouvelles compétences. Elles assument pleinement leur rôle au sein de la coopérative, sont autonomes, compétentes, dynamiques, et investies d'une vision globale à long terme dans la gestion de leurs activités.

Parallèlement, un travail systématique de plaidoyer permet de responsabiliser les autorités locales dans les processus de développement local, tout en s'appuyant sur les organisations actives de la société civile.

Togo Appui à la gouvernance et au développement économique local durable

| EN COURS | 2020-2023 | avec ETD

Entreprises, Territoires et Développement (ETD) apporte son expertise aux autorités et aux organisations de la société civile dans 9 communes créées dans le cadre de la décentralisation. L'ONG les accompagne dans la mise en place d'une nouvelle gouvernance locale basée sur la démocratie participative et dans le développement économique local par la création d'entreprises sociales pour la commercialisation et la transformation des produits ruraux.

Jusqu'ici, le projet a permis la mobilisation des populations au développement économique local participatif par la diffusion de bonnes pratiques de gouvernance participative, la priorisation des activités par les communes, et la mise en place de structures de pilotage du processus d'élaboration des Plans de Développement Local, ainsi que la mise en place du Bureau du Citoyen - institution de contrôle de l'action publique locale par les citoyen-ne-s - et autres stratégies de promotion de la participation locale.



Torréfaction du manioc à Daoudè

Au plan du développement économique, la relance de partenariats commerciaux et la formation d'environ 4500 producteurs sur les techniques agro-écologiques ont permis une optimisation de la production et de la commercialisation des entreprises sociales. Les entreprises de production et transformation des produits agricoles ont également connu des progrès grâce au renforcement de leurs capacités organisationnelles et opérationnelles et à la suite des investissements complémentaires dans la filière viande.

Togo Renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions Centrale et Kara

| EN COURS | 2020-2023 | avec GRADSE

Le projet a permis à 10 groupements de paysan-ne-s de se constituer en coopératives et d'améliorer la gestion de leurs exploitations. Leurs conditions de vie se sont nettement améliorées. Le volume des productions a augmenté d'environ 50 % en moyenne, permettant aux producteurs-trices de disposer de nourriture tout au long de l'année et d'augmenter leurs revenus grâce auxquels ils peuvent faire face aux dépenses du ménage, telles que les frais de scolarité et les dépenses de santé. Par ailleurs, le fait d'être organisé-e-s en coopératives leur permet de réduire les coûts de production, de transport et/ou de transformation.

La capitalisation des acquis, aussi bien techniques que financiers, permet aux producteurs-trices d'aller vers l'autonomisation : l'utilisation d'hydro-fertilisants permet d'économiser jusqu'à 80 % d'eau, et apparaît comme une véritable solution aux enjeux climatiques de la région. Les techniques de conservation et stockage des produits maraîchers permettent de maximiser la quantité d'aliments disponibles pour la consommation, en plus de rendre les aliments de meilleure qualité. Cette maîtrise est une compétence essentielle afin de gérer plus efficacement le stock après la récolte et ainsi réduire le gaspillage alimentaire.

La dynamique communautaire est lancée. Dans les villages, les maisons ont été agrandies et construites avec des matériaux définitifs (ciment, fer), des jeunes s'y installent et fondent leur famille. L'entraide entre villageois-e-s se tisse, grâce aux liens de solidarité et de cohésion sociale.

Les coopératives sont devenues des modèles pour d'autres paysan-ne-s qui, à leur tour, ont manifesté leur intérêt à suivre la voie de l'entrepreneuriat.

La professionnalisation des paysan-ne-s leur permet de sortir d'une logique de subsistance et de se projeter en tant qu'acteurs et actrices économiques, mais aussi en tant que citoyen-ne-s actifs-ves. La participation des femmes dans les coopératives a renforcé leur rôle au sein de leurs communautés.

Les activités menées ont incontestablement apporté une contribution positive aux communautés, à l'environnement et à la sécurité alimentaire, en renforçant les chaînes de valeur agricoles durables, et en répondant directement à un ou plusieurs des Objectifs de Développement Durable.



Production de tomates en région Centrale, Togo

COMMENT emp'ACT CONTRIBUE AUX ODD

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont des objectifs universels, adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 pour instaurer d'ici 2030 une société plus juste, plus prospère et plus paisible.

Soucieuse de contribuer à des changements structurels durables, emp'ACT cible ses actions sur 6 Objectifs de Développement Durable complémentaires : 3 transversaux ; « Partenariats pour la réalisation des objectifs » (ODD 17), « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » (ODD 13), « Réduction des inégalités » (ODD 10), ainsi que sur 3 objectifs spécifiques : « Eau propre et assainissement » (ODD 6), « Égalité entre les sexes » (ODD 5) et « Faim zéro et agriculture durable » (ODD 2).

Les programmes d'emp'ACT se réalisent sur le moyen et le long terme. Ils visent à responsabiliser les autorités et à influencer les politiques publiques, locales ou régionales.

Pour emp'ACT, ces ODD sont également un levier supplémentaire pour rappeler aux autorités suisses fédérales et cantonales leurs engagements en faveur de l'aide au développement et pour encourager la mobilisation citoyenne sur des enjeux qui paraissent si lointains et déconnectés du quotidien.



COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2022

Période du
1^{er} janvier 2022
au 31 décembre 2022

	2022	2021
PRODUITS affectés aux projets (cf. Annexe 2)		
Financements FGC – Communes (net)	412 518	108 276
Financements FGC – Ville de Genève	151 909	218 148
Financements FGC – État de Genève	18 136	175 000
Financements FGC – DDC	363 882	446 649
Sous-Total Financements FGC	946 445	948 073
Financements privés sur projets cofinancés FGC	39 300	128 695
Financements des projets divers	9 000	
Don Loterie Romande (renouvellement informatique)		
Sous-Total Financements divers	48 300	128 695
TOTAL produits affectés aux projets	994 745	1 076 768
PRODUITS non affectés aux projets		
Cotisations des membres	3 875	1 100
Dons et legs divers	9 530	15 319
Don exceptionnel	20 000	
Honoraires et revenus pour prestations	1 200	1 800
A.R.E.	18 523	
Subvention Ville de Genève	15 500	15 500
Recettes de manifestations	15 746	
TOTAL des produits non affectés	84 373	33 719
TOTAL DES PRODUITS	1 079 118	1 110 487

	2022	2021
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC	-811 764	-816 703
Dépenses des projets sur fonds divers	-22 931	-109 986
Dépenses sur Loterie Romande (renouvellement informatique)		-3 920
TOTAL charges des projets	-834 695	-930 608

Frais de fonctionnement

Frais de personnel	-144 852	-100 159
Loyers + charges des locaux + locations salles	-14 179	-13 753
Assurances	-471	-511
Frais bureautiques et informatiques	-1 798	-788
Frais de télécommunications et affranchissements	-2 070	-2 121
Frais publications	-9 235	-809
Honoraires divers	-2 369	-3 703
Frais de fonctionnement divers (réunions, etc.)	-1 821	-1 274
Frais engagés sur manifestations diverses	-2 000	
TOTAL des frais de fonctionnement	-178 795	-123 118

	2022	2021
Participation aux réseaux		
Cotisations	-683	-700
Participation financière FGC	-9 465	-9 481
TOTAL participation aux réseaux	-10 148	-10 181
Transfert fonds propres sur projets	-9 000	-15 000
TOTAL transfert fonds propres sur projets	-9 000	-15 000

TOTAL DES CHARGES

-1 032 638 -1 078 907

Résultat d'exploitation de l'exercice

46 480 31 579

Produits financiers	1	1
Charges financières	-281	-325
Résultat financier	-280	-324

Produits exceptionnels

905

Résultat exceptionnel

905

Résultat avant variation des fonds

47 105 31 255

Allocations aux fonds affectés (cf. Annexe 1)	-994 745	-1 076 768
Utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	834 695	930 608
Frais de gestion sur utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	111 224	124 237

Résultat de l'exercice (+bénéfice/-perte)

-1 721 9 332

BILAN AU 31/12/2022

ACTIF	2022	2021
Disponibilités		
Caisse	174	26
CCP	6 730	3 791
BCGE	103 689	61 556
TOTAL	110 593	65 373
Autres actifs circulants		
Débiteurs divers	1 650	5 026
Cautions	6 312	6 311
TOTAL	7 962	11 337
TOTAL ACTIF	118 555	76 710

PASSIF	2022	2021
Capitaux étrangers à court terme		
Dettes sociales et fiscales	2 803	8 047
Créanciers et passifs de régularisation	9 464	9 481
Fonds affectés pour projets en cours (voir Annexe 1)	100 473	51 647
TOTAL	112 740	69 175
Capitaux étrangers à long terme		
Prêts	-	-
TOTAL	-	-
Résultat reporté	7 535	-1 797
Résultat de l'exercice	-1 721	9 332
TOTAL	5 814	7 535
TOTAL ACTIF	118 555	76 710

ANNEXE 1 : TABLEAU DE VARIATION DES FONDS AFFECTÉS AUX PROJETS EN 2022

Pays	Nom du Projet	Report au 01.01.2022	Allocations (net) FGC aux fonds affectés	Allocations diverses aux fonds affectés	Utilisations des fonds FGC affectés	Utilisations des fonds divers affectés	Frais gestion sur fonds FGC	Frais gestion sur fonds divers	Transferts Internes	Solde au 31.12.22
Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2022										
Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	47 459	106 001		131 218		11 687			10 555
Colombie	Antioquia / Penca de sábila / Reconnaissance gestion communautaire de l'eau	-317	134 917		103 098		14 898			16 605
Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer II		28 038		20 757		3 084		6 014	10 211
Pérou	Arequipa / DescoSur / Mujeres del agua	6 924	194 479		121 600		21 668			58 135
Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Empowerment et restitution de droits pour filles/adolescentes	1 677	124 700	2 300	119 169		13 750	320		-4 561
Togo	Région Centrale et Kara / GRADSE / Renforcement de la sécurité alimentaire	-1 486	60 053	11 000	50 767	11 023	8 436	300		-958
Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement économique local	-532	100 871		88 439		10 595			1 304
Togo	Région Centrale et des Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable	-3 188	119 250	10 000	90 904	11 908	13 200	1 500		8 550
Sous-total des projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2021		50 536	868 309	23 300	725 951	22 931	97 318	2 120	6 014	99 840
Projets cofinancés via la FGC terminés au 31.12.2022										
Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer I	1 084	78 136		65 072		8 134		-6 014	0
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2022		1 084	78 136	-	65 072	-	8 134	-	-6 014	0
Total projets cofinancés par la FGC au 31.12.2022		51 620	946 445	23 300	791 023	22 931	105 452	2 120	-	99 840
Projets financés hors FGC en cours au 31.12.2022										
Colombie	Antioquia / Vamos Mujer / Routes de dignité et de paix	-		25 000		20 742		3 652		606
Divers	emp/ACT / Projets divers	27								27
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2022		27	-	25 000	-	20 742	-	3 652	-	633
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2022		51 647	946 445	48 300	791 023	43 673	105 452	5 772	-	100 473

ANNEXE 2 : FINANCEMENTS REÇUS POUR LES PROJETS EN 2022

A - FINANCEMENTS FONDS PUBLICS REÇUS VIA FGC

						Brut	Net
Communes	417 313	Anières / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable		10 000	10 000
Net:	412 518	Carouge / FGC	Pérou	Arequipa / Descosur / Mujeres del Agua		100 000	98 500
		Chêne-Bougeries / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion communautaire de l'eau		45 521	45 521
		Collex / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable		3 000	3 000
		Confignon / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable		10 000	9 850
		Grand Saconnex / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes		20 000	19 700
		Lancy / FGC	Togo	Région Centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire		31 650	31 175
		Lancy / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable		40 000	39 400
		Meyrin / FGC	Pérou	Arequipa / Descosur / Mujeres del Agua		66 984	65 979
		Onex / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion communautaire de l'eau		21 367	21 046
		Pregny-Chambésy / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion communautaire de l'eau		13 000	12 805
		Presinge / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer: Femmes organisées pour une ville inclusive		5 166	5 166
		Puplinge / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes		20 000	20 000
		Thônex / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion communautaire de l'eau		14 000	14 000
		Veyrier / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable		16 625	16 376
Ville de Genève	151 909	Vgen / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable		27 000	27 000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes		30 000	30 000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer: Femmes organisées pour une ville inclusive		20 000	20 000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer II Egalité de genre et droit à la ville		28 038	28 038
		Vgen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local		16 871	16 871
		Vgen / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable		30 000	30 000
État de Genève	18 136	Egen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer: Femmes organisées pour une ville inclusive		18 136	18 136
Confédération	363 882	DDC / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion communautaire de l'eau		41 545	41 545
		DDC / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable		49 625	49 625
		DDC / FGC	Pérou	Arequipa / Descosur / Mujeres del Agua		30 000	30 000
		DDC / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer: Femmes organisées pour une ville inclusive		34 834	34 834
		DDC / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes		55 000	55 000
		DDC / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local		84 000	84 000
		DDC / FGC	Togo	Région Centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire		28 878	28 878
		DDC / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable		40 000	40 000
Total fonds publics (FGC)						951 240	946 445

					Brut	Net
Divers	39 300	Akchiq Pacha	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	1 300	1 300
		Fondation Bernard	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	2 000	2 000
		Fondation FreiAide	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	1 000	1 000
		Fondation Karl Popper	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable	10 000	10 000
		Fondation Maya Behn	Colombie	Antioquia / Vamos Mujer / Routes de dignité et de paix.	5 000	5 000
		Fondation Philanthropique Famille Sandoz	Colombie	Antioquia / Vamos Mujer / Routes de dignité et de paix.	20 000	20 000
Fonds propres	9 000	Fonds propres	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	9 000	9 000
Total fonds divers (hors FGC)					48 300	48 300
TOTAL REÇU POUR LES PROJETS EN 2022					999 540	994 745

UN GRAND MERCI

EN 2022, emp'ACT A PU MENER SES ACTIONS GRÂCE AU SOUTIEN DES INSTITUTIONS SUIVANTES:

- DDC - Direction de la Coopération au Développement (FGC)
- État de Genève (FGC)
- Ville de Carouge (FGC)
- Ville de Genève (FGC)
- Ville du Grand-Saconnex (FGC)
- Ville de Lancy (FGC)
- Ville de Meyrin (FGC)
- Ville d'Onex (FGC)
- Commune d'Anières (FGC)
- Commune de Chêne-Bougeries (FGC)
- Commune de Collex (FGC)
- Commune de Confignon (FGC)
- Commune de Pregny-Chambesey (FGC)
- Commune de Presinge (FGC)
- Commune de Puplinge (FGC)
- Commune de Thônex (FGC)
- Commune de Veyrier (FGC)
- Association Akchiq Pacha
- Fondation Bernard
- Fondation FreiAide
- Fondation Karl Popper
- Fondation Maya Behn
- Fondation Philanthropique Famille Sandoz

NOUS REMERCIONS CHALEUREUSEMENT LA FGC ET NOS 400 MEMBRES DONATEURS POUR LEUR SOUTIEN ET LEUR SOLIDARITÉ.

Justice environnementale et accès à l'eau
Droits et empowerment des femmes
Souveraineté alimentaire et énergétique



ge emp
in devient ACT

emp'
initiatives solidaires
et durables ACT
www.emp-act.ch



Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association. La cotisation annuelle est de 50 CHF pour les membres individuels et de 25 CHF pour les étudiants, AVS, AI, chômeurs.



Faire un don

En soutenant financièrement emp'ACT, vous apportez une contribution précieuse pour le développement dans les pays du Sud. Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

Vos cotisations et dons sont indispensables pour faire vivre notre association !

Suivez-nous sur :    

emp'ACT

Rue de Villereuse 6 – 1207 Genève

Téléphone : 022 329 67 68

Email : info@emp-act.ch

www.emp-act.ch

IBAN : CH 98 0900 0000 1200 11147